

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

Lot n°07 Carrelage - Faïence

Rénovation d'un bâtiment de bureaux pour accueillir
les locaux de la Chambre d'Agriculture de la SOMME à ABBEVILLE



MAÎTRISE D'OUVRAGE : CHAMBRE D'AGRICULTURE DE LA SOMME
19 bis rue Alexandre Dumas
80090 AMIENS



MAÎTRISE D'ŒUVRE : ACR
265 rue de Verdun
80000 AMIENS



Date	Indice	Observations
20/08/2021	Ind 0	DCE

SOMMAIRE

I.	GENERALITES.....	3
I.1.	Présentation de l'opération.....	3
I.2.	Consistance des travaux.....	3
I.2.1.	Engagements de l'entrepreneur.....	3
I.2.2.	Nature des travaux.....	3
I.3.	Spécificités du site.....	4
I.4.	Etendue des prestations.....	4
I.4.1.	Prescriptions communes.....	4
I.4.2.	Prestations générales.....	4
I.4.3.	Coordination avec les autres corps d'état.....	5
I.4.4.	Limites de prestations avec les autres corps d'état.....	5
I.4.5.	Limites de prestations avec le Maître d'Ouvrage.....	6
I.5.	Organisation des études.....	6
I.5.1.	Dossier technique.....	6
I.5.2.	Plan Assurance Qualité, essais et contrôles.....	7
I.5.3.	Dossier des ouvrages exécutés.....	7
I.6.	Documents de référence.....	7
I.6.1.	Règlementation générale.....	8
I.6.2.	Règlementation spécifique aux travaux.....	8
I.7.	Prescriptions techniques.....	8
I.7.1.	Bases d'études.....	8
I.7.2.	Conditions d'exécution.....	8
I.7.3.	Tolérances.....	10
I.8.	Qualité des ouvrages et des matériaux.....	10
I.8.1.	Traçabilité et conformité.....	10
I.8.2.	Prototypes, échantillons.....	10
I.8.3.	Ouvrages de carrelage et de faïence.....	10
II.	DESCRIPTION DES TRAVAUX.....	11
II.1.	Travaux préparatoires.....	11
II.1.1.	Etudes d'exécution, implantation, traçage.....	11
II.1.2.	Compte-prorata.....	11
II.1.3.	Installations de chantier.....	11
II.1.4.	Mise en sécurité.....	11
II.1.5.	Gestion des déchets.....	12
II.2.	Revêtements de sol carrelés.....	12
II.2.1.	Ragréage sur support existant.....	12
II.2.2.	Dés carrelés.....	12
II.2.3.	Carrelage grès cérame 60 x 60 rectifié.....	12
II.2.4.	Carrelage grès cérame 45 x 45 rectifié.....	13
II.2.5.	Carrelage grès cérame 30 x 30.....	13
II.2.6.	Plinthes droites en grès cérame.....	13
II.2.7.	Plinthes à gorge en grès cérame.....	13
II.2.8.	Tapis encastré 90 x 150 cm.....	14
II.3.	Revêtements muraux carrelés.....	14
II.3.1.	Carrelage mural en grès cérame émaillé 20 x 20.....	14

I GENERALITES

I.1 Présentation de l'opération

Le projet concerne la rénovation d'un bâtiment de bureaux dans le but d'accueillir les locaux de l'antenne d'ABBEVILLE de la Chambre d'Agriculture de la Somme, maître d'ouvrage de l'opération. Ce bâtiment de bureaux, implanté rue René Dungeon à ABBEVILLE, est la propriété de la Chambre d'Agriculture.

Les travaux intégreront le réaménagement intérieur du bâtiment pour aménager un espace dédié aux bureaux et aux locaux d'hygiène des salariés de la Chambre d'Agriculture, et aménager un espace dédié à l'accueil du public pour la formation des clients de la Chambre d'Agriculture. Les façades et la couverture seront renouvelées.

Le projet prévoit aussi la modification des extérieurs avec la création d'une entrée, la réfection d'un parc de stationnement, la mise en conformité des réseaux d'assainissement et l'aménagement des espaces verts.

I.2 Consistance des travaux

I.2.1 Engagements de l'entrepreneur

Le titulaire du présent lot devra tous les travaux et les prestations nécessaires pour assurer une parfaite et complète exécution des ouvrages indiqués par les plans et pièces écrites du présent marché, conformément aux règlements en vigueur, aux règles professionnelles et aux prestations des clauses techniques.

L'entrepreneur sera réputé :

- avoir pris connaissance du site, de la nature du terrain et des structures et avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages,
- avoir examiné toutes les pièces constitutives du marché et n'avoir aucune réserve quant aux ouvrages, attentes, interactions et délais d'exécution qui y sont décrits,
- avoir vérifié les quantités prévues dans son offre avant signature du marché, et y avoir intégré les observations émises en phase consultation.

Les prix et quantités sont forfaitaires. L'entrepreneur adjudicataire ne pourra en aucun cas réclamer de plus-value du fait de la méconnaissance des lieux ou d'une sous-estimation de ses ouvrages dues au non-respect de ces règles.

L'obligation de résultat est définie dans le présent dossier. En cas d'ambiguïté entre plans et CCTP, c'est la technique ou la solution la plus onéreuse qui sera retenue par la maîtrise d'œuvre et due par l'entreprise.

Les travaux du présent lot comprennent :

I.2.2 Nature des travaux

- Les calepinages des revêtements.
- La fourniture de prototypes dans les limites fixées au présent document.
- Le sondage des surfaces de sol existantes et les reconstitutions des zones fragilisées.
- La reconnaissance et l'acceptation des supports et formes débarrassés de tous gravats et déchets : propreté, planéité des supports, état de surface des murs, hygrométrie, réservations, etc.
- Le constat du tracé de trait de niveau permettant de déterminer les arases du sol fini.
- Les sujétions de découpe des carrelages et de la faïence au pourtour des canalisations.
- Les sous-couches d'étanchéité à l'eau sous carrelage mural.
- Les ragréages sous carrelage de sol.
- Les revêtements carrelés de sol et de murs, compris plinthes assorties.
- Les profils chanfreinés au droit des seuils de portes et en liaison des revêtements de sol de différentes natures.
- Les joints de dilatation, de fractionnement et de retrait, compris habillages.
- Les jointoiements durs (entre les carreaux, entre les plinthes) et souples (à la jonction des plinthes avec le sol et les parois).

- Les jointoiements souples au droit de toutes les pénétrations de réseaux et de canalisations.
- Les dispositifs d'interdiction d'accès des pièces pendant la durée des travaux de revêtements et les délais subséquents de protection de ces revêtements.
- Le balayage et le nettoyage fins des sols et des revêtements muraux à la suite des travaux.

I.3 Spécificités du site

Activité :

Les accès, la signalétique, les zones de stockage et les installations de chantier mis en œuvre par le lot gros-œuvre devront rester dans un état exemplaire pendant toute la durée du chantier.

Toutes les précautions seront prises pour garantir la parfaite fermeture et délimitation du chantier.

Voie d'accès et de desserte :

L'accès au chantier se fera par le carrefour de la rue René Dingeon, accessible en double sens.

L'entreprise tiendra compte des contraintes relatives au stationnement du personnel affecté au chantier qui ne devra jamais perturber la circulation du domaine public.

Les zones d'occupations et les circuits de livraisons seront précisés sur le plan d'installation de chantier, dès la phase de préparation en interaction avec l'ensemble des corps d'état et en respect des termes du PGCSPPS.

Ouvrages existants :

L'entrepreneur a parfaite connaissance du site, de ses installations, de sa configuration, de ses contraintes et de ses abords ainsi que tous les éléments nécessaires à la bonne exécution de ses travaux.

Présence d'amiante :

Sans objet.

Classement :

Etablissement recevant des travailleurs et accueillant du public.

I.4 Etendue des prestations

I.4.1 Prescriptions communes

Les prescriptions communes à tous les corps d'état sont définies dans les clauses communes et font parties intégrantes du présent lot.

I.4.2 Prestations générales

Les prestations à la charge de l'entreprise intègrent :

- L'établissement, la diffusion et la mise à jour des études d'exécution, du dossier technique, des carnets de détails et des plans cotés propres à ses ouvrages pour obtention des approbations du contrôleur technique et du maître d'œuvre avant exécution des travaux.
- Les études et la rédaction des modes opératoires utiles à l'établissement du plan particulier de sécurité et de protection de la santé en vue de l'approbation du coordonnateur SPS.
- Les moyens et les mesures préventives relatifs à la sécurité en respect des prescriptions du coordonnateur sécurité et des réglementations en vigueur : échafaudage, gazelles, planchers, etc.
- La fourniture, le transport à pied d'œuvre, le stockage, les moyens de levage et la mise en œuvre de tous matériaux, produits et composants utiles à la réalisation parfaite et complète de ses ouvrages, et ce en respect des délais d'exécution.
- Le nettoyage quotidien de ses zones de travail, l'enlèvement des emballages, des déchets et de tous les gravats générés par ses interventions, avec collecte et évacuation en décharge adaptée.
- Toutes les sujétions de protection, de conservation et de remise en état du milieu naturel, des bâtiments, des voiries, et de tous les ouvrages existants ou mis en œuvre avant son intervention.
- La main d'œuvre et les fournitures utiles aux réglages, vérifications, reprises et finitions de ses ouvrages en cours de chantier et après réception des travaux.
- La réalisation des contrôles et des essais avant mise en service.

- La remise en état de tous les ouvrages détériorés à tort dont la spécificité relève de ses compétences au frais de l'entreprise responsable.
- La participation aux opérations préalables à la réception.
- L'établissement des plans de récolement de ses ouvrages et la remise du dossier des ouvrages exécutés.

I.4.3 Coordination avec les autres corps d'état

Les renseignements relatifs à chaque lot d'intervention ainsi que les instructions et les recommandations obtenues auprès des organismes concessionnaires et des services publics devront être présentés et diffusés aux entrepreneurs des lots concernés lors des réunions de préparation qui auront pour but de permettre la parfaite synthèse des ouvrages dès la phase études.

L'entreprise ne pourra se prévaloir des ordres reçus pour travailler isolément sans se préoccuper des ouvrages auxquels ses travaux sont liés. Elle sera rigoureusement tenue de suivre les autres corps d'état, de prévoir et de s'entendre sur tout ce qu'ils auront de commun, et sur les limites de prestations respectives pour la bonne exécution des travaux et la parfaite continuité des ouvrages.

Faute de se conformer aux prescriptions qui précèdent, les entrepreneurs resteront seuls responsables des erreurs qu'ils pourront commettre et des conséquences qu'elles entraîneront, tant pour eux-mêmes que pour les entrepreneurs des autres corps d'état.

De toute manière, le fait d'exécuter sans rien changer aux indications et prescriptions des documents établis et remis par le maître d'œuvre ne pourra, pour un entrepreneur, atténuer d'aucune façon et en quoi que ce soit, sa pleine et entière responsabilité de constructeur.

I.4.4 Limites de prestations avec les autres corps d'état

Une coordination particulière sera gérée avec les entrepreneurs adjudicataires des autres lots d'intervention en respect des limites de prestations indiquées ci-dessous.

Dans l'énumération qui suit, l'expression « **présent lot** » correspond au lot **Carrelage – Faïence**.

Lot Démolition – Gros-œuvre – Réseaux sous dallage :

Le lot dénommé ci-avant aura à sa charge :

- Les calfeutrements du dallage après travaux de démolition.
- La parfaite reconstitution des dallages après travaux de réseaux enterrés.
- Les dés béton en protection des arrivées de réseaux.

Le présent lot conservera à sa charge :

- La réception de support des sols et des parois destinés à recevoir un revêtement carrelé.
- La pose et le raccordement des siphons de sol dans les locaux où le sol est revêtu d'un carrelage, compris calfeutrement.
- Les dés béton carrelés en protection des arrivées de réseaux.

Lot Voiries et Réseaux Divers – Clôtures – Espaces verts :

Sans objet.

Lot Couverture :

Sans objet.

Lot Menuiseries extérieures :

Le lot dénommé ci-avant aura à sa charge :

- La pose des huisseries et des seuils avant intervention du présent lot.

Le présent lot conservera à sa charge :

- Les joint en silicone en liaison des seuils de portes.

Lot Isolation – Cloisons – Faux-plafonds :

Le lot dénommé ci-avant aura à sa charge :

- La pose des huisseries avant intervention du présent lot, en tenant compte des épaisseurs des revêtements.
- Les bandes d'étanchéité en pied de ses ouvrages, avant pose des plinthes du présent lot.

Le présent lot conservera à sa charge :

- La réception des parois destinées à recevoir un revêtement carrelé.

Lot Menuiseries intérieures :

- Le lot dénommé ci-avant aura à sa charge :
 - La prise en compte des épaisseurs de revêtement de sol prévus au présent lot, pour garantir les talons suffisant sur les huisseries.

Lot Peinture – Revêtement de sol souple – Ravalement :

Le lot dénommé ci-avant aura à sa charge :

- La réalisation des joints acryliques au-dessus des plinthes carrelées et en périphérie des faïences adossées aux murs recevant une peinture murale.

Le présent lot conservera à sa charge :

- Les joints en silicone entre plinthes et revêtements carrelés.

Lot Electricité – Courant fort – Courant faible – Chauffage :

Le lot dénommé ci-avant aura à sa charge :

- Les fourreaux, rebouchages et calfeutrements au droit des traversées de parois avant mise en œuvre des revêtements du présent lot.
- La prise en charge des percements et des découpes des revêtements pour la réalisation des traversées de parois qui n'auraient pas été réalisées en temps voulu.

Le présent lot conservera à sa charge :

- Les découpes des carrelages et de la faïence au pourtour des conduits du lot Electricité – Courant fort – Courant faible – Chauffage.

Lot Plomberie – Sanitaires – Ventilation :

Le lot dénommé ci-avant aura à sa charge :

- Le tracé des axes et de la hauteur des équipements destinés à recevoir un dossier en faïence.
- Les fourreaux, rebouchages et calfeutrements au droit des traversées de parois avant mise en œuvre des revêtements du présent lot.
- La prise en charge des percements et des découpes des revêtements pour la réalisation des traversées de parois qui n'auraient pas été réalisées en temps voulu.

Le présent lot conservera à sa charge :

- Les découpes des carrelages et de la faïence au pourtour des canalisations.
- Les dés béton carrelés au droit de l'alimentation principale en eau.

I.4.5 Limites de prestations avec le Maître d'Ouvrage

Le présent lot conservera à sa charge :

- La mise à disposition d'un carton de carrelage de chaque référence pour le Maître d'ouvrage lors de la réception des ouvrages.

I.5 Organisation des études

I.5.1 Dossier technique

Les plans figurant dans les documents constitutifs du marché ne sont pas des plans d'exécution. Les dimensions sont fournies à titre indicatif, sous réserve des impératifs sur site et aléas de chantier.

Le titulaire du présent lot doit l'établissement de sa méthodologie d'intervention : PPSPS et modes opératoires.

Il doit la réalisation des études d'exécution propres à ses ouvrages et diffusera tous documents utiles à leur validation : plans, détails graphiques, fiches techniques, avis techniques, documents techniques d'application, procès-verbaux de classement, préconisations des fournisseurs.

Au démarrage du chantier, l'entrepreneur présentera au maître d'œuvre le calendrier de remise de ces documents qui devront impérativement être produits lors de la période de préparation, de manière à tenir compte des délais de mise au point, d'approbation et de livraison conformément au planning des travaux.

Les documents seront fournis en nombre d'exemplaires suffisant pour les intervenants intéressés, en particulier : le coordonnateur SPS, le contrôleur technique, le maître d'œuvre, le maître d'ouvrage.

Un exemplaire de ce dossier sera laissé à disposition dans la salle de réunion.

Toute observation devra être levée dans un délai de 10 jours ouvrés au plus tard en l'absence de notification précise du maître d'œuvre.

I.5.2 Plan Assurance Qualité, essais et contrôles

L'entrepreneur assurera les vérifications techniques de ses ouvrages conformément aux normes et autres documents de référence.

Tous les résultats de contrôles et d'essais seront consignés par écrit (rapport, fiche d'essais, fiche d'autocontrôle, etc.) dans le Plan d'Assurance Qualité de l'entreprise. Ce PAQ devra être tenu à disposition du maître d'œuvre et du contrôleur technique. Il traitera en particulier :

- Du contrôle des planéités et des niveaux des planchers avant mise en œuvre des complexes d'étanchéité et des revêtements définitifs.
- Du contrôle de la planéité de ses ouvrages.

Tout résultat non concluant induira la reprise des ouvrages au frais du présent lot.

Dans le cas d'essais complémentaires demandés sur des ouvrages dont les résultats laisseraient subsister un doute sur la qualité, les frais de ces essais exceptionnels seront à la charge du maître d'ouvrage si leur résultat est favorable ou à la charge de l'entrepreneur si leur résultat lui est défavorable.

Ce PAQ sera intégré au dossier des ouvrages exécutés du présent lot.

I.5.3 Dossier des ouvrages exécutés

L'entrepreneur prendra un soin particulier à l'établissement du dossier de récolement des ouvrages tels que réalisés, qui sera remis au plus tard à la réception des travaux. Ce dossier comportera :

- Les plans de tous les ouvrages réalisés.
- Les fiches techniques des produits mis en œuvre, certifiés conformes aux normes : comportement au feu, produits et matériaux d'assemblage, certificats NF, classement UPEC, etc.
- Les certificats de provenances et de caractéristiques des matériaux mis en œuvre.
- Les avis techniques, procès-verbaux et préconisations des fournisseurs.
- Les résultats d'essais et de contrôles prévus par la réglementation en vigueur et au titre des travaux.

Les plans de récolement des ouvrages devront préciser :

- Le repérage et les références des matériaux mis en œuvre, avec légende.
- Les niveaux finis.

Le dossier des ouvrages exécutés sera remis en 4 exemplaires sur support papier et une version CD sur laquelle les plans devront être archivés aux formats dwg et pdf.

I.6 Documents de référence

L'entrepreneur devra se conformer à l'ensemble des normes, textes réglementaires, règles de calculs, instructions techniques, lois, décrets, arrêtés et circulaires administratives en vigueur qui lui sont applicables à la date de la remise de l'offre, listés ci-après de manière non limitative.

Si durant le chantier de nouvelles réglementations entrent en vigueur, l'entreprise sera tenue d'en référer au Maître d'Ouvrage et de spécifier les incidences éventuelles sur son lot.

I.6.1 Règlementation générale

- Le code du travail.
- Le code de la construction et de l'habitation.
- Le code de la santé publique.
- Le code de l'environnement.
- Les règles générales de la construction.
- Les règles de sécurité et du travail et prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité.
- Les textes concernant la limitation des bruits de chantier.
- Les règlements municipaux relatives à la signalisation et à la sécurité aux abords du chantier.
- Les Normes Françaises et Européennes homologuées.
- Les Documents Techniques Unifiés et leurs additifs.
- Le règlement sanitaire départemental.
- La réglementation relative à l'accessibilité des personnes à mobilité réduite.
- Les règles de sécurité contre l'incendie.
- La réglementation thermique en vigueur.
- Les règles et arrêtés concernant l'acoustique des bâtiments.
- Décret n°95-607 du 6 mai 1995, modifié par le décret n°2008-244 du 7 mars 2008, fixant la liste des prescriptions réglementaires que doivent respecter les travailleurs indépendants ainsi que les employeurs lorsqu'ils exercent directement une activité sur un chantier de bâtiment ou de génie civil.

I.6.2 Règlementation spécifique aux travaux

- DTU n°52.2 amendé – Pose collée des revêtements céramiques et assimilés (NF P 61-204).
- DTU n°53.2 – Revêtements de sol PVC collés (NF P62.203).
- Classement UPEC des locaux (cahier n°3782 du CSTB d'octobre 2017).
- Classement des locaux en fonction de l'humidité des parois (cahier n°3567 du CSTB de mai 2006).
- Avis techniques du C.S.T.B.
- Normes françaises s'appliquant à la qualité des matériaux et des matériels.
- Prescriptions techniques des fabricants.

L'entrepreneur devra aussi se conformer aux documents constitutifs du dossier de consultation des entreprises et aura pris soin d'alerter le maître d'ouvrage, avant remise de son offre, quant à toute omission, imprécision ou contradiction qu'il aura pu relever et aura prises en compte dans son offre.

I.7 Prescriptions techniques

Les prescriptions qui suivent ont pour objet de définir les conditions mises en œuvre et les modalités d'exécution des ouvrages.

I.7.1 Bases d'études

Destination de l'ouvrage :

Bâtiment à usage de bureaux et accueillant du public.

Classement UPEC minimum exigé :

Cuisine : U4 P3 E2 C2.

Circulation, reprographie et hall d'accueil : U4 P3 E2 C2.

Sanitaires : U3 P2 E2 C1.

I.7.2 Conditions d'exécution

Stockage :

L'entrepreneur prendra toutes les précautions pour éviter la dégradation de ses matériaux contre les heurts et les intempéries.

Les palettes seront empilées en respect des conditions de stockage préconisées par les fabricants afin de conserver l'aspect et les caractéristiques des produits.

Protection :

L'entrepreneur est tenu d'assurer une protection efficace de l'ensemble de ses ouvrages jusqu'à réception.

Il prendra toutes les précautions nécessaires pour ne pas causer de dégradations aux ouvrages existants et aux ouvrages créés par les autres entrepreneurs. En particulier, l'entrepreneur prendra toutes mesures pour éviter la chute brutale de matériaux lors des déposes et des démolitions.

Les surfaces fragiles seront protégées. Ces protections seront faites immédiatement après pose et seront entretenues pendant toute la durée des travaux jusqu'au retrait avant le nettoyage final.

Les rayures, chocs et dégâts qui apparaîtraient au cours des travaux seront réparés par l'entrepreneur du présent lot à ses frais dans tous les cas. Toutefois, si des dégâts trop importants ont été occasionnés par tel ou tel corps d'état, le maître d'œuvre pourra exiger le remplacement des ouvrages concernés, à la charge du ou des entrepreneurs auteurs de ces dégradations. La décision du maître d'œuvre s'imposera aux parties.

Réception des supports :

L'entrepreneur sera tenu de procéder aux réceptions des supports qui recevront ses ouvrages, et des supports qu'il aura mis en œuvre.

Un procès-verbal sera dressé après un relevé contradictoire des parties intéressées. Les observations et réserves seront communiquées au maître d'œuvre le jour même de la réception de ces supports.

Aucune réclamation ne pourra être formulée en cas d'absence à cette réception, et aucune réclamation ultérieure ne sera recevable.

Si les supports ne sont pas jugés conformes aux prescriptions des D.T.U., et dans le cas où le bien fondé des réserves serait accepté par le maître d'œuvre, deux cas seront envisagés en fonction de l'ampleur des écarts de réalisation :

- soit la réfection et la mise en conformité par les soins de l'entreprise en charge de la réalisation des supports, défectueux ou inaptes aux travaux,
- soit l'exécution des travaux complémentaires à la charge financière de l'entreprise ayant réalisé les supports défectueux.

Trait de niveau :

Le trait de niveau de référence est à la charge de l'entrepreneur du gros-œuvre. Le présent lot devra le report de tous les traits de niveau pouvant être nécessaires au tracé de ses ouvrages.

Implantation et traçage :

Le tracé des revêtements muraux sera fait par le titulaire du présent lot de concert avec le plombier. Il comportera l'indication des axes des équipements.

L'ensemble sera contrôlé par le maître d'œuvre avant pose. Toute erreur constatée après mise en œuvre entraînera les déposes et reposes conformes, aux frais et à la charge des entrepreneurs responsables.

Réservations, raccords :

L'entrepreneur se rapprochera des lots concernés pour préciser les supports et les encombrements utiles à la mise en œuvre de ses ouvrages.

Il sera tenu de créer à ses frais les découpes qui lui auront été indiquées à temps par les autres corps d'état.

Les trous, les percements et les saignées seront exécutés exclusivement à la machine et ils seront à la charge des entreprises devant la mise en œuvre des réseaux, compris calfeutrements.

Il assurera la finition au pourtour des canalisations traversant les parois recevant un revêtement carrelé.

Tenue au feu :

Les dispositions devront satisfaire aux conditions de stabilité et de réaction au feu requises par le règlement.

Les ouvrages concernés au présent lot devront avoir fait l'objet d'un procès-verbal d'essais émanant d'un organisme de contrôle habilité certifiant que les éléments constitutifs sont ininflammables.

Tous les calfeutrements réalisés par le présent lot devront garantir la conservation des caractéristiques des parois concernées.

Accessibilité aux personnes handicapées :

Les seuils de portes accessibles ne devront pas présenter de ressaut supérieur à 2 cm.

L'entrepreneur respectera les zones de manœuvres précisées sur les plans marchés.

Nettoyage :

Chaque corps d'état devra laisser quotidiennement le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution de ses travaux.

Chaque entrepreneur se chargera du coltinage et du chargement de ses propres déblais dans les bennes mises en place par le lot gros-œuvre à cet effet et à usage exclusif du chantier.

Nettoyage des salissures sur voirie :

Pendant toute la durée des travaux, le site et les voies du domaine public devront être maintenus en parfait état de propreté.

Le nettoyage des boues, gravats et déchets quelconques provenant du chantier sera assuré par le lot gros-œuvre au frais de l'entrepreneur responsable.

I.7.3 Tolérances

Les tolérances dimensionnelles admises seront celles définies par les DTU en vigueur à défaut de précision au présent document.

Carrelage :

Planéité : flèche maximale de 3 mm sous une règle de 2 m.

Ecart d'ensemble d'alignement des joints de carreaux d'une même ligne ou d'un même rang : inférieur à 2 mm.

I.8 Qualité des ouvrages et des matériaux

I.8.1 Traçabilité et conformité

Tous les matériaux destinés à la construction des ouvrages sont fournis par l'entrepreneur. Celui-ci doit assurer le contrôle de leur qualité au moment de leur approvisionnement et il fournira tout certificat permettant de justifier leur origine : bons de livraison, certificats de traitement ou certificats d'origine.

Les références de produits préconisés sont données à titre indicatif pour préciser les caractéristiques attendues en termes de performance et de qualité, et devront être considérées comme des minimas. L'entrepreneur est libre de proposer d'autres produits, tant qu'il justifie l'équivalence de ces caractéristiques.

En conséquence, avant tout démarrage des travaux, les différents matériaux dont l'utilisation est envisagée seront soumis à l'agrément du maître d'œuvre et du contrôleur technique. L'entrepreneur précisera leur provenance et fournira les procès-verbaux d'essais permettant de vérifier que les caractéristiques des matériaux sont celles exigées.

Les matériaux, éléments ou ensembles traditionnels envisagés devront satisfaire aux normes françaises homologuées, et aux spécifications des documents techniques unifiés (D.T.U.). Ceux non traditionnels ne pourront être admis que s'ils font l'objet d'un avis technique de la commission du CSTB ou d'une enquête technique favorable d'un organisme de contrôle technique agréé.

Si les produits sont jugés d'aspect différent ou de qualité inférieure par le maître d'œuvre, ce dernier se réservera la possibilité d'imposer les produits préconisés par les pièces du marché.

I.8.2 Prototypes, échantillons

L'entrepreneur devra la présentation d'échantillons au maître d'œuvre pour tous les matériaux participant au rendu architectural du projet, accompagnés d'une fiche technique en 3 exemplaires :

- Le carrelage de sol.
- Les faïences murales.

Ils seront entreposés dans le bureau de chantier jusqu'à l'achèvement des travaux. Si les produits sont jugés d'aspect différent ou de qualité inférieure par le maître d'œuvre, ce dernier se réservera la possibilité d'imposer les produits préconisés aux plans et au présent document.

I.8.3 Ouvrages de carrelage et de faïence

Joints entre carreaux :

Largeur de 2 mm pour les carreaux de format inférieur à 100 cm².

Largeur de 3 à 5 mm pour les carreaux de format inférieur à 450 cm².

Largeur de 5 mm pour les carreaux de format supérieur à 450 cm².

II DESCRIPTION DES TRAVAUX

II.1 Travaux préparatoires

II.1.1 Etudes d'exécution, implantation, traçage

Dès notification de l'ordre de service de démarrage, l'entrepreneur procédera à la réalisation de ses études techniques selon prescriptions rappelées au CCAP et au chapitre « Organisation des études » du présent document, sous peine de sanctions prévues au CCAP.

Le planning d'exécution de l'entreprise devra être communiqué dans un délai de 8 jours à compter de la notification de l'ordre de service de démarrage.

Depuis les niveaux de référence des ouvrages matérialisés par l'entrepreneur du gros-œuvre sur les élévations par un trait de niveau effaçable à 1 mètre du sol, il devra le report des tracés utiles à l'exécution de ses prestations.

Il procédera à l'implantation et au traçage des faïences en coordination avec le lot Plomberie – Sanitaires – Ventilation.

Il alertera le maître d'œuvre de tout écart éventuellement constaté et de toute imprécision décelée.

Les plans remis devront être orientés et préciser les positions en altimétrie et planimétrie par rapport à des repères fixes.

II.1.2 Compte-prorata

Etablissement et gestion à la charge du lot n°01 Démolition – Gros-œuvre – Réseaux sous dallage. Il est rappelé que les décomptes généraux définitifs des entreprises ne seront traités par le maître d'œuvre qu'après justificatif du paiement des frais de compte prorata par le gestionnaire du compte prorata.

II.1.3 Installations de chantier

Tous les travaux préparatoires nécessaires à la mise en place de l'organisation de chantier sont à la charge du lot n°01 Démolition – Gros-œuvre – Réseaux sous dallage, selon les prescriptions de l'article II.1.4. « Installations de chantier » du lot précité.

L'entreprise respectera les dispositions prévues pour l'accès et les circulations du site, et aura pris soin de sensibiliser son personnel quant aux règles d'usage et d'hygiène pour l'utilisation des cantonnements mis à disposition.

L'entreprise veillera à la conservation des clôtures provisoires et prendra soin de s'assurer de la parfaite fermeture du chantier à chaque fin de poste.

L'entrepreneur conservera à sa charge :

- L'obtention de la validation de ses modes opératoires par le coordonnateur sécurité, pendant la période de préparation.
- Le personnel de vigie et le matériel nécessaire lors de ses opérations d'approvisionnement.
- Le stockage du matériel et des matériaux utiles à ses ouvrages. L'entreprise y réservera un espace suffisant, correctement délimité, défini en interaction avec l'entrepreneur en charge des travaux du lot n°01 et le coordonnateur sécurité. L'entreprise portera une attention particulière à la gestion de ses stocks et devra évacuer à l'avancement le matériel ou les matériaux inutiles à la poursuite de ses ouvrages.

II.1.4 Mise en sécurité

L'entrepreneur aura à sa charge les moyens d'accès à ses postes de travail et les protections nécessaires à la mise en œuvre de ses ouvrages : plancher de travail, gazelles, etc. à soumettre au coordonnateur de sécurité et de protection de la santé pour validation.

II.1.5 Gestion des déchets

L'entrepreneur devra la manutention, le chargement et le tri des déchets provenant de ses ouvrages dans les bennes mises à disposition par le lot n°01 Démolition – Gros-œuvre – Réseaux sous dallage. Les frais de collecte, de tri et de décharges seront alors négociés entre les différentes entreprises concernées.

La présence de gravats sur site en dehors des horaires de chantier est proscrite.

Il sera strictement interdit de déposer des déchets dans les bennes non appropriées, de brûler les déchets à l'air libre ou de les enfouir sur le site.

Les zones de stockage des déchets devront rester dans un état de propreté irréprochable.

Toutes infractions aux prescriptions de chantier constatées par le maître d'œuvre induiront l'application des pénalités décrites au CCAP, et l'intervention du présent lot au frais du lot responsable en cas de non-respect de l'obligation de remise en état.

Les bons de suivi de l'ensemble des déchets éventuellement pris en charge par le présent lot, depuis le chantier jusqu'à leur destination finale, seront à fournir avec le dossier des ouvrages exécutés.

II.2 Revêtements de sol carrelés

II.2.1 Ragréage sur support existant

L'entrepreneur devra la mise en œuvre d'un ragréage autolissant à base de ciment pour obtenir un parfait état de surface.

Le produit employé devra être adapté au classement UPEC requis pour le revêtement de sol.

L'entrepreneur assurera préalablement la mise en œuvre d'un primaire d'accrochage après préparation soignée du support (nettoyage, grattage, dépoussiérage).

Localisation :

- SAS d'entrée, accueil, sanitaires, circulation, reprographie, cuisine.

II.2.2 Dés carrelés

L'entrepreneur devra la réalisation de dés en béton de hauteur de plinthe, compris fourniture et pose des plinthes assorties aux zones concernées, au droit de toutes les pénétrations pour canalisations d'eau potable et canalisations de gaz.

Localisation :

- Arrivée AEP de la cuisine.

II.2.3 Carrelage grés cérame 60 x 60 rectifié

L'entrepreneur devra la mise en œuvre d'un carrelage en grés cérame coloré dans la masse, de format rectifié 60 x 60 cm et épaisseur 9,5 mm, type SAMSARA de chez NOVOCERAM ou techniquement équivalent.

Adhérence normale R10. Classement UPEC U4 P3 E2 C2. Aspect au choix du maître d'ouvrage.

Pose à la colle par collage et contre collage. Les carreaux seront humidifiés avant la mise en œuvre. L'adhérence des carreaux se fera sur la totalité de leur surface, le mortier refluant dans les joints de telle sorte que les carreaux soient séparés les uns des autres.

Les joints seront parfaitement alignés et garnis avec un mortier spécial adapté au support. Le revêtement sera désolidarisé des murs par joint souple.

Les angles saillants au droit des seuils recevront une baguette de section chanfreinée en aluminium.

Localisation :

- SAS d'entrée, accueil.

II.2.4 Carrelage grés cérame 45 x 45 rectifié

L'entrepreneur devra la mise en œuvre d'un carrelage en grés cérame coloré dans la masse, de format rectifié 45 x 45 cm et épaisseur 9,5 mm, type SAMSARA de chez NOVOCERAM ou techniquement équivalent.

Adhérence normale R10. Classement UPEC U4 P3 E2 C2. Aspect au choix du maître d'ouvrage.

Pose à la colle par collage et contre collage. Les carreaux seront humidifiés avant la mise en œuvre. L'adhérence des carreaux se fera sur la totalité de leur surface, le mortier refluant dans les joints de telle sorte que les carreaux soient séparés les uns des autres.

Les joints seront parfaitement alignés et garnis avec un mortier spécial adapté au support. Le revêtement sera désolidarisé des murs par joint souple.

Les angles saillants au droit des seuils recevront une baguette de section chanfreinée en aluminium.

Localisation :

- Circulation, reprographie, cuisine.

II.2.5 Carrelage grés cérame 30 x 30

L'entrepreneur devra la mise en œuvre d'un carrelage en grés cérame coloré dans la masse, de format 30 x 30 cm et épaisseur 7,6 mm, type STANDARD de chez NOVOCERAM ou techniquement équivalent.

Adhérence normale R10. Classement UPEC U3 P2 E2 C1. Aspect au choix du maître d'ouvrage.

Pose à la colle par collage et contre collage. Les carreaux seront humidifiés avant la mise en œuvre. L'adhérence des carreaux se fera sur la totalité de leur surface, le mortier refluant dans les joints de telle sorte que les carreaux soient séparés les uns des autres.

Les joints seront parfaitement alignés et garnis avec un mortier spécial adapté au support. Le revêtement sera désolidarisé des murs par joint souple.

Localisation :

- Sanitaires.

II.2.6 Plinthes droites en grès cérame

L'entrepreneur devra la mise en œuvre de plinthes droites à bord arrondi en grés cérame, hauteur 10 cm, assorties au revêtement de sol carrelé en grés cérame, posées à la colle par collage et contre collage.

Les joints seront garnis avec un mortier spécial adapté au support, identique aux joints de carrelage. L'entreprise devra la réalisation d'un joint souple à la jonction des sols et des parois, de teinte similaire aux joints durs.

Localisation :

- SAS d'entrée, accueil, circulation, reprographie, cuisine.

II.2.7 Plinthes à gorge en grès cérame

L'entrepreneur devra la mise en œuvre de plinthes à gorges à bord arrondi en grés cérame, hauteur 10 cm, assorties au revêtement de sol carrelé en grés cérame, posées à la colle par collage et contre collage.

Les joints seront garnis avec un mortier spécial adapté au support, identique aux joints de carrelage. L'entreprise devra la réalisation d'un joint souple à la jonction des sols et des parois, de teinte similaire aux joints durs.

Localisation :

- *Sanitaires.*

II.2.8 Tapis encastré 90 x 150 cm

L'entreprise devra l'intégration de tapis à bandes interchangeable à structures métalliques de dimensions 90 x 120 cm. Les bandes seront à revêtement de reps gros denier, résistantes à l'usure, imputrescibles et absorbantes avec profilés grattoir en aluminium intercalés.

Les profilés porteurs seront en aluminium à l'épreuve du gauchissement avec isolation phonique en sous-face.

Ils seront encastrés sans fosse dans le revêtement carrelé. Ils ne présenteront aucun ressaut et leur dureté respectera les règles d'accessibilité P.M.R.

Coloris dans la gamme du fabricant selon choix du maître d'œuvre.

Localisation :

- *SAS d'entrée.*

II.3 Revêtements muraux carrelés

II.3.1 Carrelage mural en grés cérame émaillé 20 x 20

L'entrepreneur devra la mise en œuvre d'un carrelage en grés cérame lisse émaillé de format 20 x 20 cm et épaisseur 7,3 mm, type IRIDIUM de chez NOVOCERAM ou techniquement équivalent.

Aspect au choix du maître d'ouvrage.

Pose à la colle par collage et contre collage.

L'entrepreneur devra toutes les découpes et les percements pour passage des canalisations et il prévoira les baguettes ¼ de rond sur les bords de tous les carreaux de rives.

Localisation :

- *Sanitaires : intégralité des parois, à hauteur des bâtis de portes.*
- *Cuisine : en crédence de l'évier sur une hauteur de 60 cm, compris retours.*